

**Zeitschrift:** Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales

**Herausgeber:** Société d'Etudes Economiques et Sociales

**Band:** 12 (1954)

**Heft:** 3

**Artikel:** Changements de structure de l'économie américaine

**Autor:** Chollet, Alexandre

**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-134371>

#### Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

#### Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

#### Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 14.01.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

# Documents

## **Changements de structure de l'économie américaine**

par ALEXANDRE CHOLLET  
*licencié ès sciences économiques*

Le recul économique aux Etats-Unis, celui que l'on a dénommé *the most advertised recession*, a débuté au cours du troisième trimestre de 1953. Si son apparition n'a pas causé de véritable surprise, son cours actuel continue en revanche d'étonner nombre de personnes, et son évolution a immédiatement soulevé de vives controverses. D'un côté le gouvernement et un groupe important d'économistes estiment que la faiblesse de la conjoncture sera rapidement surmontée, car il s'agit essentiellement d'un problème de normalisation des stocks chez les producteurs et les commerçants. Le risque de voir la crise s'aggraver en se généralisant serait fortement réduit, car les diverses branches d'activité s'adaptent à tour de rôle à la nouvelle situation (*rolling adjustment*). D'un autre côté, l'économiste australien Colin Clark, dans un article intitulé « Danger signals in the U.S. » (*Financial Times* du 27 mars 1954), craint fort qu'une réaction en chaîne ne fasse dégénérer la baisse d'activité actuelle en une véritable crise, si l'on ne fait rien pour l'arrêter.

Notre propos n'est pas d'ajouter un pronostic de plus à la multitude de ceux qui ont déjà paru, mais de préciser en quoi le milieu économique actuel diffère de ceux qui, dans le passé, précédèrent les crises graves de surproduction. L'importance de cette analyse réside dans le fait qu'elle sert de point de départ à toute prévision économique. La mise en lumière de ces changements de structure permet également de mieux saisir les apparentes contradictions de l'économie américaine, où l'on observe simultanément une production record d'automobiles chez Ford, une crise textile et une hausse boursière qui a conduit l'indice Dow Jones des actions industrielles au niveau le plus élevé depuis 1929, alors que la production d'acier enregistrait une baisse de 30 %.

Ces changements de structure affectent des domaines très divers, de sorte que même en ne citant que les principaux, leur classement systématique est malaisé. Un groupement plus pratique que rigoureusement scientifique permet cependant de distinguer certaines transformations sur le plan monétaire et du crédit, des améliorations en ce qui concerne l'équilibre économique et financier,

l'apparition de mécanismes régulateurs et l'existence de stimulants naturels ou artificiels propres à maintenir l'expansion de l'économie. Nous examinerons ces différents points sous les titres suivants :

- I. Monnaie et crédit
- II. Equilibre économique
- III. Equilibre financier
- IV. Mécanismes régulateurs
- V. Dynamisme de l'économie

#### I. MONNAIE ET CRÉDIT

L'histoire économique montre que toutes les crises importantes ont été accompagnées de troubles monétaires et financiers. Le « Federal Reserve System », créé pour éviter la répétition des paniques monétaires qui se produisirent sous le « National Banking System », rendit possible le boom spéculatif de 1929 et, tombant dans l'excès contraire, provoqua la contraction du crédit bancaire de 1937. Les dépôts auprès des banques commerciales ayant passé de \$ 58 milliards en 1939 à \$ 177 milliards en 1953, on est en droit de se demander si cette expansion du crédit bancaire de \$ 119 milliards en quinze ans ne sera pas suivie d'une période difficile de réadaptation. Pour en juger, il convient d'analyser la circulation monétaire, la structure bancaire et la politique monétaire.

La *masse monétaire*, à laquelle la théorie quantitative attache tant d'importance, pose deux problèmes : celui de son volume et celui de ses fluctuations. M. Colin Clark, dans l'article déjà cité, considère qu'une masse monétaire de \$ 190 milliards est insuffisante par rapport aux salaires horaires actuels et au nombre des travailleurs. Cependant, on peut se demander si le second terme de la comparaison est bien choisi, car la conclusion qu'appelle cette relation est contredite par un fait indiscutable : la liquidité actuelle du marché monétaire et des capitaux. Mais comme la quantité de monnaie en circulation n'a, au fond, pour ceux qui, comme M. Colin Clark lui-même, ne partagent pas le point de vue de la théorie quantitative, qu'une influence secondaire dans le déclenchement des crises, il serait superflu d'insister sur ce point.

En revanche, la possibilité d'un resserrement monétaire en période de crise représente un problème plus sérieux. A cet égard, il apparaît que deux facteurs devraient donner une plus grande stabilité à la circulation monétaire. Tout d'abord, les crédits privés ne sont plus la source presque exclusive de la monnaie scripturale. Ces crédits, qui sont souvent dénoncés par les banques au moment critique, représentaient les deux tiers de la masse monétaire en 1929, mais n'atteignaient qu'un tiers de celle-ci en 1953. Ce changement s'explique par l'expansion de la dette publique. Alors qu'en 1929 les banques commerciales ne détenaient que \$ 4,9 milliards d'obligations gouvernementales contre un total de \$ 35,7 milliards de crédits privés, ces montants étaient respectivement de \$ 63,6 milliards et \$ 68,3 milliards à la fin de 1953. L'importance de cette transformation réside dans le fait que les besoins de fonds du

gouvernement ont tendance à s'accroître en période de dépression, alors que ceux des entreprises privées diminuent.

En second lieu, une nouvelle technique bancaire, née de la période qui suivit 1930, exerce son effet dans le même sens. Il s'agit du développement du « term loan » (crédit à 5 ans en moyenne) à la place du crédit à court terme renouvelable. En 1950, les « term loans » formaient un tiers environ des prêts commerciaux et industriels. Le fait que seule une partie des crédits viendra à échéance pendant la phase dangereuse d'une crise, contribuera non seulement à freiner la contraction de la masse monétaire, mais renforcera la confiance des hommes d'affaires.

*Structure bancaire.* Il est probable que les mesures prises pour remédier aux faiblesses du système bancaire qui apparurent au cours de la crise de 1929 seront effectivement à même de garantir la stabilité des banques. L'assurance des dépôts, la séparation des banques de dépôts et des sociétés financières, l'unification du système bancaire sont, à n'en pas douter, de nature à apaiser les craintes souvent exagérées du public et à soutenir les banques en période difficile. Mais le facteur le plus important qui empêcherait la crise d'être aggravée par un effondrement bancaire semblable à celui de 1933 réside dans la liquidité que confère aux banques leur portefeuille de fonds d'Etat. Ces fonds, dont nous avons déjà indiqué l'importance, pourraient être mobilisés sans difficulté vu qu'ils sont admis à la couverture de la circulation des billets.

*Politique monétaire et de crédit.* Le bilan dans ce domaine est plus incertain. En effet, si le contrôle du crédit spéculatif et de celui à la consommation semble effectif, la stimulation des prêts commerciaux par la politique monétaire appelle quelques réserves.

Les fameuses « Regulations » T et U, qui permettent au « Federal Reserve Board » de limiter le pourcentage des crédits que les brokers et les banques ont le droit d'accorder contre nantissement de titres, ont exercé une action restrictive sur les achats à crédit en Bourse, et évité ainsi le gonflement artificiel des cours. De son côté, le développement du crédit à la consommation a donné au « Federal Reserve Board » un moyen supplémentaire et très efficace de régulariser la demande de biens des particuliers en période de prospérité. On s'en est aperçu après mai 1952, lorsque la levée des restrictions a été suivie d'une augmentation des prêts de \$ 7,2 milliards en un peu plus d'un an et demi, le total du crédit à la consommation ayant atteint \$ 28,9 milliards en décembre 1953. Cette expansion a certainement joué un rôle considérable dans la prospérité exceptionnelle de l'année passée.

Aux deux armes dont disposait déjà le « Federal Reserve Board » pour agir sur le marché monétaire (politique du taux de l'escompte et « open market policy »), il en a été ajouté une troisième qui consiste à faire varier les réserves obligatoires des banques membres. Il n'est pas question de mettre en doute l'influence que la combinaison de ces facteurs peut avoir sur le marché monétaire, mais l'histoire des deux crises précédentes montre que les autorités monétaires ont fait usage de leurs moyens à des moments mal choisis et sans se rendre compte des dangers qu'ils impliquent. A cet égard, rien dans la politique suivie depuis une année ne permet de conclure à la disparition complète de ces inconvénients, ainsi que nous le verrons plus loin.

## II. ÉQUILIBRE ÉCONOMIQUE

Si le renforcement du système monétaire et du crédit est susceptible d'atténuer les effets d'un déséquilibre économique, il est également possible de distinguer, sur le plan économique même, plusieurs éléments stabilisateurs qui n'existaient pas il y a vingt-cinq ans.

La *répartition des revenus*<sup>1</sup>, par exemple, est aujourd'hui beaucoup plus homogène qu'en 1929. Que la chose soit le résultat de l'action des syndicats ou une exigence de la production en masse, peu importe. Le fait est qu'en 1953 la classe moyenne était deux fois plus importante qu'en 1929. En effet, 58 % des familles, contre 29 % en 1929, disposaient d'un revenu de \$ 3000.- à 10.000.- par an (ces chiffres tiennent compte de la dépréciation de la monnaie). Par ce fait même, le nombre des familles ayant un revenu inférieur à \$ 3000.- par an tombait de 68% à 37%. Ce point est crucial dans un pays où le prix de revient dépend avant tout du volume de la production, donc d'un large marché.

L'équilibre entre production et consommation dépend pour une part non négligeable de la relation qui existe entre *la population active* (de 20 à 65 ans environ) et l'ensemble de la *population qui consomme*. En 1929, les travailleurs représentaient 45 % de la population totale. Cette proportion tombait à 43 % en 1946 et à 41,6 % en 1953. Ce pourcentage s'est réduit de 1,4 % en sept ans, du fait que le nombre des consommateurs a augmenté de 19 millions et celui des travailleurs de 5,6 millions seulement, soit 30 % du nombre des consommateurs. Ce phénomène est dû à la diminution des naissances pendant les années de crise de 1930 à 1936 et son influence continuera à se faire sentir au cours de la présente décennie. On estime, en effet, que de 1950 à 1960 la population des Etats-Unis s'accroîtra de 20-25 millions d'habitants et le nombre des travailleurs de 5 millions, c'est-à-dire 20-25 % du chiffre précédent. Sur cette base il y aurait, en 1960, deux et demi consommateurs pour chaque personne active, ce qui devrait avoir des répercussions favorables sur le niveau de la consommation et de l'emploi.

La *demande totale d'emploi* semble du reste avoir elle-même perdu de sa rigidité. On s'en est aperçu notamment après la signature de l'armistice en Corée. A cette époque un nombre élevé — on l'évalue à 1 million — de femmes mariées et de personnes âgées de plus de 65 ans se sont retirées du marché du travail sans venir grossir le nombre des chômeurs, sitôt que les troupes ont été démobilisées et que l'activité économique a fléchi.

Le *budget* a souvent été mentionné à propos du soutien que les dépenses militaires apporteraient à l'activité industrielle pendant de nombreuses années. En revanche, on n'a pas toujours assez insisté sur un autre aspect de la question. De par son ampleur, le budget a crû à l'échelle de l'économie et est de ce fait susceptible d'avoir une action stabilisatrice beaucoup plus forte que par le passé. Il est aisément de s'en rendre compte lorsqu'on compare l'importance relative de certaines composantes du produit national brut à diverses époques.

<sup>1</sup> Il ne s'agit pas ici du problème de l'amélioration du niveau de vie par augmentation des revenus réels, qui peut avoir lieu en période de prospérité et masquer en même temps une maladaptation des revenus entre les différentes classes de consommateurs.

Structure du produit national brut	1929	1937	1953
	en milliards de \$		
Achats de biens de consommations durables	9,4	7,0	30,2
Investissements privés bruts . . . . .	15,8	11,4	55,7
Achats gouvernementaux de biens et services	8,5	11,6	83,4
Produit national brut . . . . .	103,8	90,2	367,0

Il ressort de ce tableau que les achats du gouvernement fédéral et des Etats se sont élevés à 8 % du produit national brut en 1929 et à 23 % en 1953 ; proportionnellement ils ont triplé. L'an dernier ils ont dépassé de 176 % les achats de biens de consommation durables et de 50 % les investissements privés bruts, qui sont les deux facteurs sensibles de l'économie. En conséquence, si les dépenses publiques dépassaient de 10 % les recettes, par exemple, le déficit atteindrait 2,3 % du revenu national brut contre 0,8 % en 1929, ce qui rendrait une politique budgétaire antidéflationniste trois fois plus efficace qu'en 1929. Dès lors, la critique souvent adressée à cette politique du gouvernement de n'être pas à la mesure du recul économique risque bien de ne plus valoir à l'avenir.

Si l'on examine maintenant les deux secteurs les plus variables de l'économie, ceux des biens durables et des investissements privés, on peut y discerner divers éléments stabilisateurs.

En ce qui concerne les *biens durables*, on constate que si leur importance relative dans le produit national est restée sensiblement la même, leur diversité est beaucoup plus grande aujourd'hui qu'autrefois. Aux automobiles, frigidaires, machines à laver, radios, se sont ajoutés les appareils de télévision et de climatisation, les «freezers», les séchoirs automatiques, etc. Théoriquement, il y a moins de risques que toutes ces branches soient saturées simultanément. D'autre part, l'usage de plus en plus répandu de ces biens a pour effet d'accroître la part de la production destinée à la demande de remplacement. En diminuant l'importance de la demande d'expansion, on obtient naturellement un marché plus régulier. Dans le cas des automobiles par exemple, la production de voitures en 1929 a été de 4,6 millions d'unités alors que le total des voitures en circulation n'était que de 23 millions. En 1953, 6,2 millions de voitures furent fabriquées, soit 14 % seulement du total enregistré de 45 millions. Au rythme de 1929, la production aurait atteint 9 millions de voitures et aurait facilement pu baisser de 50 % en période de crise.

Quant aux trois composantes des *investissements privés*: c'est-à-dire la construction, les biens d'équipement et les variations de stocks, elles appellent les remarques suivantes:

1. La construction de maisons d'habitation est stimulée par l'agrandissement des familles et l'exode des citadins vers la banlieue.
2. Les investissements des entreprises ne semblent plus devoir être sujets à d'aussi brusques contractions. En effet, un changement fondamental mais peu apparent s'est produit dans l'attitude des chefs d'entreprises à l'égard des plans d'expansion. Ceux-ci ne sont plus établis sur la base de circonstances

temporaires, ni modifiés au moindre fléchissement de la conjoncture. Les programmes sont à long terme et reposent sur une analyse du marché et sur les perspectives de développement du produit, en tenant compte de la possibilité d'une surproduction passagère. Un exemple frappant de cette politique à longue vue a récemment été donné par la General Motors, qui annonçait un programme d'investissements de \$ 1 milliard au moment même où elle licenciait du personnel par suite d'un ralentissement des ventes. Chez les entreprises de services publics il n'est pas rare de voir des programmes s'étendant sur les dix prochaines années.

3. Le développement de nouvelles techniques de vente et l'amélioration des moyens de transport ont permis de réduire considérablement les stocks nécessaires aux producteurs et aux commerçants. Par là même, les risques d'inventaire et, en principe, les fluctuations de la demande au stade de la distribution sont plus faibles. Hâtons-nous cependant d'ajouter que d'autres facteurs (risque de guerre, surestimation de la demande, maintien de la production en masse) peuvent malgré tout conduire à une accumulation exagérée de stocks.

Signalons pour terminer deux autres éléments favorables au maintien de l'équilibre économique : le niveau très élevé des dépenses pour recherches et les progrès de la science économique.

En 1953, \$ 4 milliards auraient été affectés aux *recherches*. A cette échelle la découverte change de caractère : d'accidentelle elle devient presque organisée et son apparition est plus régulière. Lorsqu'on connaît les conséquences déséquilibrantes de l'irrégularité dans l'introduction du progrès technique, on se rend compte que l'investissement d'une telle somme implique non seulement l'ouverture de nouveaux débouchés, mais encore une plus grande stabilité économique.

Enfin, il faut reconnaître que la *science économique a fait de grands progrès* depuis 1929. Que ce soit dans la compréhension des mécanismes économiques, la réunion des statistiques ou dans les échanges d'idées en matière de prévision, l'amélioration est visible. Il en résulte que le public est psychologiquement préparé aux changements de la conjoncture et que les dirigeants des entreprises sont plus perspicaces. De plus, la croyance en un système économique fonctionnant automatiquement sans à-coups a fait place à des conceptions plus interventionnistes.

### III. ÉQUILIBRE FINANCIER

*L'absence de spéculation* sur titres et marchandises est souvent mise en avant comme étant une des principales différences entre la situation actuelle et celle de 1929. Cette situation et ses causes ne sauraient être étudiées en détail ici<sup>1</sup>. Il suffira de rappeler qu'en septembre 1953, lorsqu'a débuté le recul de la production, le niveau des cours en Bourse capitalisait les bénéfices à des taux extrêmement prudents. S'il est vrai que les opérations boursières basées sur le crédit continuent d'être peu importantes, il convient cependant de noter que l'inexistence de positions spéculatives n'a pas empêché une hausse considérable des cours et que, de ce fait, le marché devient chaque jour plus vulnérable.

<sup>1</sup> Voir *Bulletin de la Société de Banque Suisse*, Décembre 1953.

En effet, le gouvernement républicain, inquiet de la baisse des cours qui eut lieu durant les trois premiers trimestres de 1953, renversa la politique monétaire qu'il avait pratiquée depuis le début de l'année. Il renonça à consolider la dette flottante et les Banques de réserve fédérale, revenant à l'*«open market policy»* reprisent leurs achats d'obligations gouvernementales. Depuis lors et malgré un recul de 10 % de la production industrielle, les cours des actions de premier ordre ont atteint leur niveau le plus élevé depuis 1929, de sorte que l'on ne peut plus parler de sous-évaluation. Mais le véritable danger réside moins dans la hausse actuelle que dans un prolongement spéculatif de celle-ci.

Le redressement des cours en Bourse a été attribué tantôt à la confiance des milieux financiers dans la politique du gouvernement, tantôt au rendement intéressant des actions et aux perspectives d'une reprise prochaine des affaires. En réalité, l'élément déterminant semble avoir été la soudaine liquidité du marché des capitaux. Celle-ci a été provoquée par l'arrivée de capitaux européens précédemment thésaurisés, par la politique officielle d'argent à bon marché et surtout par la forte réduction de la demande de crédits de la part du commerce et de l'industrie à la suite de la liquidation des stocks et d'amortissements accélérés. Ainsi, les capitaux non absorbés par les émissions privées et ceux créés par la politique du « Federal Reserve Board » ont été canalisés vers le marché des titres existants : obligations et actions. L'influence de la politique monétaire a donc été faible sur l'évolution des affaires (répercussions psychologiques et stimulation de la construction) mais très marquée sur la Bourse. Or, le « Federal Reserve Board », qui avait libéré \$ 1,2 milliard de réserves obligatoires des banques il y a un an, vient encore d'en libérer \$ 1,5 milliard, créant ainsi les bases d'une expansion du crédit de \$ 9 milliards. Si, au début, les effets de cette mesure seront neutralisés, grâce au fait que la libération sera progressive et coordonnée avec les émissions du Trésor, ils ne sauraient cependant manquer par la suite de se faire sentir sur le marché. Vu le recours répété et délibéré à la politique monétaire en période de fléchissement économique, on peut se demander s'il sera vraiment possible de maintenir les cours dans des limites raisonnables. En effet, tant que l'évolution économique reste incertaine, les autorités ne peuvent se permettre, en raison du rôle annonciateur qu'on reconnaît à la Bourse, de renverser leur *«easy money policy»* de peur de déclencher une chute des cours. Dès lors, si l'on n'y prend garde, un des éléments solides de l'édifice financier actuel — absence de gonflement des cours par une spéculation effrénée — risque de devenir peu à peu le point névralgique de l'économie par suite d'interventions non appropriées.

La question de savoir si la *situation financière* des entreprises et des individus s'est améliorée est délicate à trancher. Outre la difficulté de définir l'épargne liquide et de connaître sa répartition par classes de revenus, on se heurte au fait que certaines séries statistiques ne remontent que jusqu'en 1939. De plus, on peut se demander si la notion de liquidité ne devient pas théorique lorsqu'on se place du point de vue de l'ensemble de l'économie : les dépôts à vue par exemple ne sont directement mobilisables qu'à concurrence d'une faible fraction, car leur contrepartie est investie par les banques, et la réalisation de ces investissements en dehors des instituts d'émission pèserait lourdement sur les marchés financiers. Enfin, il n'est pas aisément de déterminer dans

quelle mesure un crédit à la consommation cinq fois plus élevé qu'en 1929 est compensé par l'allégement relatif des dettes privées (le produit national net a plus que triplé, alors que les dettes ont seulement doublé).

Ces réserves faites, relevons que les entreprises disposaient à la fin de 1953 d'un fonds de roulement de \$ 92,7 milliards (\$ 24,5 milliards en 1939) et que leur dette à long terme ne s'élevait qu'à \$ 70 milliards en 1952. Bien que 40 % des familles américaines ne possèdent pas de dépôts d'épargne, les avoirs liquides des particuliers sont élevés. Selon les statistiques du « Federal Reserve Bulletin », ces avoirs auraient passé de \$ 52 milliards en 1939 à \$ 200 milliards en 1952, dont \$ 54,3 milliards en espèces et dépôts à vue. Il convient cependant de remarquer que l'augmentation a été de \$ 25 milliards seulement depuis la fin de la guerre et que pendant ce temps la liquidité privée s'est affaiblie si l'on tient compte de l'expansion du crédit à la consommation. Selon une conception plus large des actifs liquides, comprenant les assurances, fonds de pension, etc., ceux-ci atteindraient \$ 379 milliards à la fin de 1953 et \$ 299 milliards si l'on déduit les hypothèques et les dettes de consommation. On peut mettre ces chiffres en relation avec le revenu personnel disponible, qui est d'environ \$ 250 milliards par an pour faire ressortir leur rôle éventuel. Quant aux hypothèques, elles étaient en général à court terme avant la guerre alors qu'aujourd'hui elles sont à longue échéance, de sorte que l'amortissement remplace le loyer. Enfin, l'endettement des fermiers s'est nettement réduit, puisque leur dette hypothécaire a été ramenée de \$ 9,6 milliards en 1929 à \$ 7,8 milliards en 1953, sans compter qu'il s'agit de dollars dépréciés. Ainsi, contrairement à ce qui s'est produit au cours d'autres périodes de malaise économique, le remboursement des dettes n'exerce pas une pression insupportable sur le monde des affaires ni sur les particuliers.

#### IV. MÉCANISMES RÉGULATEURS

Ces mécanismes, produits du développement des institutions modernes ou de la législation économique, ont pour effet de compenser plus ou moins automatiquement la perte de pouvoir d'achat que provoque toujours une baisse générale de la production.

*L'impôt sur les revenus et les bénéfices*, qui est la rubrique la plus importante du budget moderne, varie nécessairement avec le degré de prospérité de l'économie. Vu le niveau élevé de cet impôt (52 % pour les sociétés), l'Etat participe beaucoup plus largement que par le passé aux fluctuations de la conjoncture. En cas de baisse des prix par exemple, la moitié de la réduction vient automatiquement à la charge de l'Etat, atténuant ainsi le recul des bénéfices. En outre, le montant des dépenses de l'Etat étant fixé d'avance par le pouvoir législatif, cette rigidité fait naturellement apparaître un déficit budgétaire en cas de diminution des rentrées d'impôts. L'expérience de 1949 illustre bien l'ampleur de ces divers mouvements : une diminution de \$ 10,3 milliards des bénéfices et revenus personnels a entraîné un fléchissement des rentrées fiscales de \$ 4,7 milliards.

*L'assurance chômage*, elle aussi, tend à empêcher une brusque contraction des revenus en cas de régression de l'activité économique. En 1948, les versements de l'assurance chômage se montèrent à \$ 800 par chômeur. En 1949, le total des paiements atteignit \$ 1,7 milliard.

Les revenus agricoles sont maintenus par un système complexe de *soutien des prix*. L'efficacité de cette politique se reflète dans la comparaison du mouvement des prix agricoles après la seconde et la première guerre mondiale. Ceux-ci reculèrent de 24 % en vingt-quatre mois (de janvier 1948 à décembre 1949), alors que la baisse avait atteint 50 % en douze mois après l'autre guerre. Les sommes investies par le gouvernement dans ce secteur passèrent de \$ 300 millions au milieu de 1948 à \$ 4,3 milliards au début de 1950 et \$ 6,5 milliards actuellement.

Quand bien même les grèves déclenchées par les *syndicats* n'ont pas pour objectif premier une adaptation de la production à la consommation, elles aboutissent souvent à ce résultat de manière indirecte. En 1949, dans les charbonnages, en 1952 dans les pétroles et l'acier (sans compter les grèves partielles chez les producteurs de métaux non ferreux), la production a été paralysée pendant d'assez longues périodes. Des branches, où la structure des prix était menacée par un excédent de stocks, ont été assainies et les prix maintenus. La perte de gain des ouvriers pendant la grève est souvent limitée par l'indemnité du syndicat et compensée par l'augmentation ultérieure du salaire. Sur un autre plan, on peut relever que la puissance acquise par les syndicats leur permettra probablement d'éviter, en partie du moins, les baisses successives des salaires qui accompagnent l'aggravation du chômage.

#### V. DYNAMISME DE L'ÉCONOMIE

Si dans les pays pauvres l'*augmentation de la population* est un fardeau, il n'en est pas de même dans un pays où la capacité de production a tendance à dépasser les besoins. A cet égard, on est frappé de constater que dans les trois ans et demi se terminant à fin 1953, la population des Etats-Unis a enregistré un accroissement de 9 millions d'âmes, c'est-à-dire autant que pendant la décennie de 1930-1940. On ne saurait affirmer que cette expansion continuera à la même cadence, car les mouvements démographiques sont très variables (la croissance très rapide de la population après la première guerre a été suivie d'une longue période de stagnation due à la crise). Il est en effet probable que le nombre élevé des mariages après 1945 et la conjoncture favorable ont joué un rôle déterminant et que cette influence ira en s'atténuant. Néanmoins, il est fort possible que le taux des naissances reste élevé en raison du déplacement de la population citadine vers la banlieue et grâce à l'élargissement de la classe moyenne. On a effectivement observé une tendance à l'augmentation de la grandeur moyenne des familles habitant la banlieue et de celles dont les revenus s'améliorent, flagrant démenti à une théorie fort répandue.

Il ne faut toutefois pas perdre de vue que l'action dynamique de la croissance de la population est un facteur à long terme. L'évolution économique à

courte échéance est surtout influencée par la formation des nouveaux foyers et le rythme des naissances. Or ces deux facteurs indiquent un recul. Le premier parce que les classes en âge de se marier au cours des prochaines années sont les classes réduites des années trente. Le second à cause de la disparition de certaines conditions spéciales qui ont prévalu après la guerre : avancement de l'âge nubile et retard des naissances dû à la crise de 1929 et à la guerre.

Mais le principal stimulant de l'économie dans les années à venir sera vraisemblablement le *progrès technologique*. Les découvertes scientifiques faites depuis le début de la dernière guerre sont tellement fondamentales qu'elles ouvrent sur le plan de l'application des possibilités qui paraissent illimitées. L'énergie atomique, les matières synthétiques, les produits pharmaceutiques, les appareils électroniques automatiques, la télévision, les nouveaux procédés métallurgiques sont quelques-uns des domaines où l'évolution risque d'être la plus frappante et la plus rapide. On a calculé que les frais de recherche, par rapport à 1941, ont quadruplé en 1953 et qu'un savant sur quatre est occupé à des travaux de recherche. Le rythme des découvertes semble dès lors obéir à une sorte de principe d'accélération. Les inventions confèrent à l'économie un nouveau dynamisme, car elles abaissent les prix de revient, créent de nouveaux besoins, renforcent la concurrence ou, en d'autres termes, permettent de faire reculer le spectre de la saturation et de la stagnation. Les découvertes, par les investissements qu'elles nécessitent, l'amélioration du niveau de vie qu'elles entraînent et les marchés qu'elles ouvrent, peuvent exercer une influence déterminante sur le cours du développement économique futur.

Pourtant, si dynamique que soit une économie, on ne saurait attendre d'elle une progression absolument rectiligne. Aussi, en cas de nécessité, l'*impulsion* viendra-t-elle de l'Etat. La philosophie du laisser faire n'a plus de défenseurs, même parmi les membres du gouvernement républicain. L'*«Employment Act»* de 1946 impose d'ailleurs à ce dernier l'obligation de prendre les mesures nécessaires pour maintenir le plein emploi. En pratique, l'intervention gouvernementale aurait lieu sitôt que le nombre des chômeurs dépasserait le chiffre fatidique de 4 millions. Mais la variété des moyens dont dispose l'Etat lui permet de nuancer son action. Pour l'instant, il est visible qu'il cherche à utiliser d'abord la politique monétaire et la politique fiscale. L'impôt sur les super-bénéfices a été aboli, l'impôt sur les revenus et ceux à la consommation ont été réduits. On envisage en outre une réforme fiscale destinée à stimuler les investissements. Ce n'est qu'au cas où ces mesures ne suffiraient pas que le gouvernement recourra à la politique économique compensatoire. Ce domaine a été trop exploré par les économistes pour qu'il vaille la peine de s'y arrêter. Rappelons simplement qu'il existe un nombre considérable de travaux publics différés pendant la période de prospérité : construction d'autostrades, d'écoles, de logements, etc. Selon les estimations du Rapport économique du Président, de janvier dernier, les dépenses dans ce domaine atteignent \$ 9,2 milliards par an, alors que pour répondre aux besoins elles devraient être de \$ 19,4 milliards. D'autre part, les achats pour les stocks stratégiques permettent d'exercer une influence non négligeable sur les prix de plusieurs produits de base. Des vues plus larges en matière de politique économique étrangère (crédits spéciaux, dons) contribueront à maintenir les échanges internationaux à un niveau

élevé. Rien ne saurait cependant assurer le succès d'un programme gouvernemental qui serait improvisé au dernier moment. Il est encourageant à cet égard de constater que le gouvernement a annoncé à plusieurs reprises la mise au point d'un plan d'ensemble.

#### CONCLUSIONS

Il est difficile de ne pas être impressionné par le renforcement de la structure économique des Etats-Unis au cours du dernier quart de siècle. L'aperçu que nous en avons donné suffit à montrer que la thèse des économistes du gouvernement avait plus de chances d'être confirmée que celle de M. Colin Clark, tant qu'il s'agissait de la phase initiale de la récession. Les conditions nécessaires à la transformation d'une crise de stocks en une crise générale de surproduction ne sauraient être réalisées au stade actuel du cycle économique. En effet, le ralentissement de la production, prévu longtemps à l'avance, n'a pas eu de répercussions psychologiques. De plus, l'incidence de la contraction économique a été considérablement amortie par la présence d'un portefeuille exceptionnel d'anciennes commandes, la réduction des heures supplémentaires, la diminution des impôts, la fermeture d'usines non rentables, l'amélioration de la productivité, le soutien des prix et du pouvoir d'achat par le gouvernement<sup>1</sup>. En outre, les diverses branches ont ressenti tour à tour la normalisation des affaires et les prix de nombreuses matières premières avaient fortement baissé pendant la période de conjoncture favorable déjà. Il n'y a donc pas eu d'effondrement soudain des prix de ces matières et les fabricants ont, de leur côté, eu le temps de réduire leurs stocks sans subir de pression. Ils se sont même rendu compte que les clients restreignaient leurs achats au-dessous de leurs besoins courants et qu'ils devraient revenir tôt ou tard sur le marché. Cette dernière considération les a incités à maintenir les prix, conformément aux pratiques européennes, mais contrairement aux principes des industriels américains qui insistent toujours sur les inconvénients de la rigidité des prix en Europe. Il semble bien d'ailleurs qu'ils aient eu raison puisqu'une reprise s'est dessinée ces derniers mois, notamment dans les textiles et les aciéries. Est-ce à dire qu'une nouvelle et longue période de prospérité s'ouvre devant l'économie américaine ?

<sup>1</sup> La Conférence Board Business Record a publié le détail du mécanisme de cette compensation, qui s'est opérée comme suit pendant la période du 1<sup>er</sup> juillet 1953 au 31 mars 1954 (chiffres ramenés à l'année) :

	Milliards de \$
Déclin des revenus payés . . . . .	6,4
Augmentation des retenues de la Sécurité sociale . . . . .	0,5
Déclin brut des revenus . . . . .	6,9
Augmentation des allocations de chômage . . . . .	2,2
Déclin des impôts (assiette et dégrèvement). . . . .	3,8
Total des facteurs de compensation	<hr/> 6,—
Déclin net des revenus personnels disponibles	0,9

L'analyse des secteurs clés de l'économie (biens de consommation durables, construction, investissements et dépenses d'armement) révèle que, depuis la fin de la guerre, le niveau des dépenses a été partout extraordinairement élevé, même lorsqu'on procède aux corrections nécessaires pour tenir compte de l'augmentation de la population et des prix. Il n'y a pas de doute non plus que la prospérité a été grandement stimulée par l'abondance des liquidités accumulées durant la guerre et l'expansion du crédit à la consommation. Maintenant que les besoins exceptionnels de l'après-guerre ont été satisfaits, ne risque-t-on pas de découvrir que plusieurs débouchés sont saturés et que la capacité de production dépasse la demande normale ? Certes, il serait aisément d'imaginer le schéma d'un nouveau processus de contraction, qui se manifeste après une amélioration passagère. Mais trop d'inconnues pèsent sur l'avenir, trop de facteurs ne peuvent être mesurés avec exactitude pour qu'il soit possible d'émettre une opinion dogmatique sur le déclenchement et surtout sur la date d'une crise éventuelle.

Toutefois, il ne faut pas perdre de vue que si l'économie américaine doit subir une seconde épreuve de force, celle-ci sera beaucoup plus dangereuse que la première, car elle se fera dans des conditions moins favorables. Tout d'abord, il est probable que si les fabricants sont de nouveau contraints de liquider leurs stocks, ce ne sera pas en raison d'une production trop forte, mais parce que la demande aura diminué. Dès lors une baisse des prix risquerait d'être inévitable. D'autre part, les commandes d'armement commenceront à refléter la compression des crédits récemment votés, la baisse du taux de l'intérêt agira moins sur la construction et les programmes d'investissement seront plus faciles à différer. Si, dans une telle situation, le gouvernement s'inspire de sa récente expérience pour ne rien changer à sa politique économique, ce pourrait être alors au tour de M. Colin Clark d'avoir raison. Mais quelle que soit l'issue des événements, il n'est pas douteux que les facteurs de stabilisation que nous venons d'analyser seraient cette fois véritablement mis à l'épreuve, et qu'il serait possible d'apprécier dans quelle mesure sont justifiés les espoirs placés en eux.